

Service Prévention des Risques et Industries Extractives  
Rue du vieux port  
CS 76003  
97306 CAYENNE

CAYENNE, le 11 mai 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SARA (DDC)**

ZI de Dégrad des Cannes  
BP 10227  
97300 Cayenne

Références : ATTE/PRIE/RA/AH/2023/ 242  
Code AIOT : 0006900015

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2023 dans l'établissement SARA (DDC) implanté ZI de Dégrad des Cannes 97354 Remire-Montjoly. L'inspection a été annoncée le 03/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARA (DDC)
- ZI de Dégrad des Cannes 97354 Remire-Montjoly
- Code AIOT : 0006900015
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt SARA de Dégrad des Cannes réceptionne par navires pétroliers des hydrocarbures de la raffinerie SARA de Martinique. Ces hydrocarbures (essence sans plomb, gazole, jet A1, butane, GPL et fioul lourds) sont stockés sur le site avant d'être distribués dans toute la Guyane. Le site dispose également d'une chaîne d'emplissage de bonbonnes de gaz.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- le système de gestion de la sécurité axé sur l'étude du traitement de 3 anomalies
- le respect des fiches de données de sécurité
- la MMR relative à la détection d'hydrocarbures dans les rétentions

## Rapport de l'inspection des installations classées

### Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 04/05/2023 de l'établissement SARA (DDC) implanté ZI de Dégrad des Cannes 97354 Remire-Montjoly, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : MMR - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 article : 54 - délai : 12 mois à compter de la date de la lettre de suite

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La rétention du bac de dénaturant au niveau du poste de chargement camion était pleine d'eau et ne pouvait donc pas assurer son rôle en cas de fuite du produit chimique. Au niveau de la zone de stockage des produits chimiques deux bacs contenant des émulseurs étaient sans rétention et 4 cuves contenant des hydrocarbures souillés n'étaient pas identifiés.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
16	MMR	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
3	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
4	Gestion des presque accidents ou des incidents REX	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet
6	Règlement REACH	Autre du 18/12/2006, article Article 31	/	Sans objet
7	Règlement REACH	Autre du 18/12/2006, article Article 35	/	Sans objet
8	Règlement REACH	Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 1.1	/	Sans objet
9	Règlement REACH	Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Règlement REACH	Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 2.2	/	Sans objet
11	Règlement REACH	Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 5	/	Sans objet
12	Règlement REACH	Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 6	/	Sans objet
13	Règlement REACH	Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 7	/	Sans objet
14	Règlement REACH	Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 7	/	Sans objet
15	Règlement REACH	Autre du 18/12/2006, article Article 37 et 38	/	Sans objet
17	réseau ESP	AP de Mise en Demeure du 11/01/2018, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le système de gestion de la sécurité et la politique de prévention des accidents majeurs sont complets et bien maîtrisés. L'outil interne de gestion des anomalies est également maîtrisé, à leur niveau, par les agents d'exploitation. Le site de Dégrad des Cannes a comptabilisé 8 anomalies au regard du système de gestion de la sécurité en 2022.

Il conviendrait de plus détailler la description des événements, l'investigation pour la recherche des causes profondes et les actions mises en place dans l'outil "Hub me". Il a été constaté, lors de l'inspection, que la MMR "détecteurs d'hydrocarbures" n'a pas fonctionné pour la cuve T1.

Il a également été constaté, lors de l'inspection, que certaines cuves contenant des produits dangereux n'étaient pas sur rétention ou que leurs rétentions étaient pleines d'eau (zone de stockage des produits dangereux et poste de chargement camion), certaines cuves contenant des déchets d'hydrocarbures n'étaient pas correctement identifiées (zone de stockage des produits dangereux).

Les travaux de mise en conformité des réseaux de collecte des effluents sont terminés. Ces travaux avaient fait l'objet d'une mise en demeure (AP n°R03-2018-01-11-005 du 11 janvier 2018) et d'une astreinte administrative soldée en 2023 (AP n°R03-2023-02-17-00007 du 17 février 2023).

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Existence SGS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Il existe un système de gestion de la sécurité applicable au site de Degrad des Cannes reprenant les différents points mentionnés dans l'annexe 1 de l'arrêté du 26 mai 2014.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p> <p><b>Constats :</b> La procédure PROC 185 "Gestion des événements indésirables" est mise en place par la SARA afin de "décrire le processus de traitement et de résolution des événements [indésirables] dans le cadre du système de management de la SARA basé sur le principe de l'amélioration continue".</p> <p>Un outil interne appelé "Hub me" est utilisé par la SARA pour la déclaration, l'investigation et le suivi des événements indésirables. Tous les agents, y compris ceux chargés de l'exploitation, peuvent déclarer un événement sur "Hub me". Un événement peut être, d'après la PROC 185, un accident, un presque accident, une anomalie, un dysfonctionnement ou une non-conformité.</p> <p>L'outil "Hub me" permet dans un premier temps de déclarer l'événement, de le décrire et d'indiquer les actions immédiates mises en place. Dans un deuxième temps le traitement de l'événement est confié à un responsable, le traitement sur "Hub me" consiste à identifier les causes profondes, à évaluer la gravité et à mettre en place des actions préventives et correctives. Enfin "Hub me" permet le suivi des actions mises en places.</p> <p>Les principales causes profondes des événements survenus sur les sites SARA sont l'inadéquation des analyses de risques et la mauvaise gestion des modifications survenues sur les sites.</p> <p>La gravité des événements est évaluée selon 5 niveaux de mineur à catastrophique, l'évaluation se fait au regard des conséquences corporelles, environnementales, de sécurité/sûreté, matérielles et financières, réglementaires et juridiques, en terme d'image externe et d'impact sur l'organisation.</p> <p>Des indicateurs spécifiques existent pour les feux et fuites, qui sont les principaux événements des sites SARA, permettant de les classer en événement "risque technologique", "tier 1" ou "tier 2" en fonction de la nature de l'hydrocarbure, de la nature de l'événement, des quantités engagées et des dommages causés.</p> <p>8 anomalies au regard du système de gestion de la sécurité (SGS) se sont produites sur le site de Degrad des Cannes en 2022, 3 d'entre elles ont été revues lors de l'inspection : EVT.EI.22.211 Fuite au niveau d'une vanne, EVT.EI.282 Dépassement du seuil autorisé pour le stockage des bouteilles de gaz pleines et EVT.EI.22.066 Débordement camion-citerne.</p> <p>Il conviendrait d'approfondir les descriptions dans "Hub me" des circonstances et des causes des événements. L'ensemble des actions menées devraient figurer dans cet outil (même s'il s'agit jute de causeries). Les actions préventives et correctives devraient être plus étendues. Concernant la fuite au niveau de la vanne fin de ligne (EVT.EI.22.211), il aurait été intéressant de recenser les autres vannes de ce type présentes sur le site afin de prévenir de futurs incidents similaires. Concernant le dépassement du seuil autorisé pour le stockage des bouteilles de gaz (EVT.EI.282), il aurait été pertinent de mettre rapidement en place un système de gestion des stocks empêchant de continuer l'emplissage en cas de dépassement imminent des seuils, l'investigation sur les causes racines aurait également pu être approfondie.</p> <p>L'outil "Hub me" devrait permettre de retracer l'événement, de ses causes aux actions menées en aval, de façon exhaustive. Le suivi d'un événement ne doit pas reposer sur la mémoire du responsable de son traitement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances de MMR
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesures de maîtrise des risques [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.
<b>Constats :</b> Les anomalies et défaillances des MMR sont traitées de la même manière que les autres événements selon la PROC 185.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents REX

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
<b>Constats :</b> Le seul incident survenu sur le site de Degrad des Cannes en 2022 étant de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 est le dépassement du seuil autorisé pour le stockage des bouteilles de gaz pleines. Le site est autorisé à stocker une quantité inférieure à 35 tonnes de bouteilles de gaz pleines or du 25 août au 13 septembre 2022, ce seuil a été dépassé atteignant jusqu'à 74,64 tonnes de butane le 31 août 2022. L'inspection des installations classées a été prévenue par l'exploitant le 9 septembre 2022, la situation a fait l'objet d'un suivi régulier entre l'exploitant et l'inspection des installations classées jusqu'au retour à la normale.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



#### N° 8 : Règlement REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 1.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS : Rubrique 1
<b>Prescription contrôlée :</b> Le numéro d'enregistrement (s'il y a lieu) doit être indiqué
<b>Constats :</b> L'inspection a porté spécifiquement sur les fiches de données de sécurité (FdS) de l'essence sans plomb 95 produite par la SARA et la solution dénaturante rouge utilisée sur le site de Degrad des Cannes.  Les numéros d'enregistrement figurent bien sur les FdS de l'essence sans plomb 95 et de la solution dénaturante rouge.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Règlement REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 1.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS : Rubrique 1
<b>Prescription contrôlée :</b> L'usage de la substance par l'exploitant n'est pas une utilisation déconseillé par la FDS
<b>Constats :</b> La solution dénaturante rouge est utilisée comme colorant industriel par la SARA, ce qui correspond à l'utilisation identifiée comme pertinente figurant dans la FdS. L'essence sans plomb 95 n'est pas utilisée mais produite par la SARA (son unique utilisation identifiée est celle de carburant).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Règlement REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 2.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS : Rubrique 2
<b>Prescription contrôlée :</b> Le numéro d'autorisation (s'il y a lieu) doit être indiqué
<b>Constats :</b> Le nonylphénol (solution dénaturante rouge ; CAS: 84852-15; EC: 284-352-5) est intégré à la liste des substances candidates à l'autorisation prévue dans l'annexe XIV du règlement (CE) 1907/2006 du parlement européen concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
<b>Constats :</b> Un bilan du système de gestion de la sécurité (SGS) et une revue de direction sont publiés au premier trimestre de chaque année. Le plan de prévention des accidents majeurs (PPAM) est révisé tous les 3 ans.  De plus des réunions hebdomadaires sont organisées entre les différents sites de la SARA en Martinique, Guadeloupe et Guyane afin d'évoquer les événements récents.  Des indicateurs ont été développés par la SARA concernant les objectifs de sécurité et les objectifs du PPAM. Ces objectifs sont globalement atteints sauf ceux concernant le nombre d'audits par manager et par an ainsi que la diffusion du PPAM sous forme vulgarisée sur les réseaux sociaux.  Les plans d'actions sont suivis trimestriellement. Des rapports mensuels sont faits concernant les feux et fuites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Règlement REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 18/12/2006, article Article 31
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> La FDS est fournie dans la langue officielle de l'État membre dans lequel la substance est mise sur le marché
<b>Constats :</b> La SARA émet des fiches de données de sécurité pour les produits issus de sa raffinerie en Martinique et utilise les fiches de données de sécurité fournisseurs pour les autres produits chimiques utilisés sur son site de Degrad des Cannes. Ces fiches sont rédigées en français.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Règlement REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 18/12/2006, article Article 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> La FDS est tenue à disposition des opérateurs
<b>Constats :</b> Les fiches de données de sécurité sont disponibles sur l'outil interne "Quick FDS". Les agents d'exploitation n'ayant pas un accès personnel à "Quick FDS" peuvent en demander l'accès à leur manager direct.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 11 : Règlement REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS : Rubrique 5
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens d'extinction mis en œuvre par l'exploitant ne sont pas listés comme « inappropriés » par la FDS
<b>Constats :</b> La solution dénaturante rouge est stockée dans la zone dédiée aux produits chimiques, un extincteur P50 ABC (50kg de poudres polyvalentes ABC) est présent dans cette zone de stockage ce qui correspond aux mesures de lutte contre l'incendie présentes sur la FdS. Il est à noter qu'une l'utilisation d'un jet d'eau (par exemple l'utilisation de la lance monitor présente à proximité du stockage) est inappropriée d'après la FdS.  L'essence sans plomb 95 est stockée dans les cuves T1 et T2. Ces stockages d'hydrocarbures sont protégés par le système de lutte contre les incendies du site (mousses à base d'émulseurs) ce qui est en accord avec les mesures de lutte contre l'incendie présentes sur la FdS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 12 : Règlement REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS : Rubrique 6
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de confinement et de nettoyage en cas de déversement mis en œuvre par l'exploitant ne sont pas contre-indiqués par la FDS
<b>Constats :</b> Les moyens de confinement et d'élimination mis en œuvre par l'exploitant correspondent aux indications des fiches de données de sécurité (absorbant puis élimination comme déchets dangereux).  En cas de déversement d'hydrocarbures dans l'eau, au niveau du dépotage navire, l'exploitant met en place les moyens du plan de lutte anti-pollution à savoir l'installation de barrages flottant et le pompage des hydrocarbures ce qui correspond également aux indications de la fiche de données de sécurité du sans plomb 95.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Règlement REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 7
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS : Rubrique 7
<b>Prescription contrôlée :</b> Les conditions d'un stockage sûr sont mises en œuvre par l'exploitant
<b>Constats :</b> Les dénaturants sont stockés dans des bacs fermés sur rétentions situées sous un abri ouvert sur dalle béton avec un nivellement permettant la récupération d'éventuels déversements. Cet abri est dédié au stockage des produits dangereux du site à l'exception des hydrocarbures. Les hydrocarbures, dont le sans plomb 95, sont stockés dans des cuves respectant la législation en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Règlement REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 7
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS : Rubrique 7
<b>Prescription contrôlée :</b> Les incompatibilités sont respectées par l'exploitant
<b>Constats :</b> En ce qui concerne le dénaturant, la fiche de données de sécurité ne mentionne aucune donnée disponible en matière d'incompatibilité. Les dénaturants (rouges et bleus) sont stockés dans un local dédié avec les émulseurs et des bacs contenant des hydrocarbures souillés. En ce qui concerne le sans plomb 95, la fiche de données de sécurité indique que le produit ne doit pas être en contact avec du zinc, du cuivre, du magnésium, des matériaux galvanisés ni aucun agent oxydant. Le sans plomb 95 est stocké dans une cuve et transite via des tuyauteries et des flexibles sans contact avec les substances mentionnées précédemment.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : Règlement REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 18/12/2006, article Article 37 et 38
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS étendue
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de FDS étendue, l'exploitant suit les recommandations issues des scénarios d'exposition pertinents auxquels se rattache l'exploitant
<b>Constats :</b> La fiche de données de sécurité du dénaturant n'est pas étendue et ne comporte donc pas de scénario d'exposition.  La fiche de données de sécurité du sans plomb 95 contient différents scénarii d'exposition concernant la distribution de la substance, la formulation et le (re)conditionnement de la substance et des mélanges ainsi que l'utilisation comme carburant. Le site et les procédures de Degrad des Cannes respectent les différentes mesures de maîtrise des scénarii qui concernent son activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 16 : MMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR Détecteur d'hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.  L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.
<b>Constats :</b> La MMR (mesure de maîtrise des risques) "détecteurs d'hydrocarbures" a été testée au niveau de la rétention des cuves T1 et T2.  Lors d'un chargement si le détecteur situé dans la rétention commune aux deux cuves T1 et T2 détecte la présence d'hydrocarbures, le chargement doit automatiquement être stoppé et les vannes de pieds cuve de type SNRI doivent automatiquement se fermer. Le chargement ne peut reprendre qu'après une levée de doute réalisée conjointement par un opérateur au niveau de la vanne et au dispatching. Ces détecteurs d'hydrocarbures sont contrôlés une fois par an. Le test de cette MMR lors de l'inspection a mis en évidence le fait que la vanne de fond de cuve T1 était resté ouverte. Une investigation va devoir être menée par l'exploitant afin de déterminer l'origine du dysfonctionnement et y remédier. La gestion de cet incident sera à traiter via "Hub me".
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

N° 17 : réseau ESP

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/01/2018, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mise en conformité du réseau des effluents susceptibles d'être pollués
<b>Prescription contrôlée :</b> La [...] SARA [...] est mise en demeure de procéder [...] à l'achèvement des travaux en lien avec les réseaux de collecte des effluents liquides et leur installation de traitement associée [...].
<b>Constats :</b> Les travaux de mise en conformité des réseaux de collecte des effluents (réseau de collecte des effluents huileux et réseau de collecte des effluents pollués) sont terminés et l'astreinte administrative a été soldée en 2023 (AP n°R03-2023-02-17-00007 du 17 février 2023). Ces travaux consistaient en la mise en place de séparateurs (un au niveau du réseau de collecte des effluents huileux et deux au niveau du réseau de collecte des effluents susceptibles d'être pollués) et au remplacement des écrémeurs tambours oléophiles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite